



Salle Saint-Bruno

*bilan 1998 et perspectives 1999
des activités de la Salle Saint-Bruno*

- **Locaux-Accueil-Médiation**
- **Observatoire de la Vie Sociale**
- **Interservices de Quartier**
 - **Interservices-Emploi**
 - **Projet Multimédia**

Association Salle Saint-Bruno 9, rue Saint-Bruno 75018 Paris

• © 01 53 09 99 22 • Télécopie : 01 42 55 22 01 • @ : assostbrun@aol.com

L'association Salle Saint-Bruno est subventionnée par :
La Ville de Paris, la Préfecture de Paris, le Fonds d'Action Sociale et la Caisse des Dépôts et Consignations

sommaire

| | |
|---|-------------|
| Avant-propos | p 3 |
| Locaux-Accueil-Médiation | p 4 |
| Observatoire de la Vie Sociale | p 7 |
| Interservices de Quartier | p 11 |
| Interservices-Emploi | p 15 |
| projet Multimédia | p 20 |
| La vie d'équipe | p 23 |
| La Salle Saint-Bruno reçoit | p 23 |
| La Goutte d'Or en Fête | p 23 |
| les publications de la Salle Saint-Bruno | p 24 |

Avant-propos

L'année 1998 a été une année de bilans et de perspectives. La préparation du Contrat de ville parisien (2000-2006) et de la nouvelle convention liant la Salle Saint-Bruno, la Ville et l'Etat, a permis d'engager un vaste travail de réflexion et d'évaluation des activités de l'association depuis son ouverture en 1992.

La publication du "bilan de cinq années de fonctionnement de la Salle Saint-Bruno" à l'automne 1998, a été un des éléments moteurs de cette réflexion.

Ce bilan marque l'accès de la Salle Saint-Bruno à une certaine maturité dans le rôle qu'elle joue désormais sur le quartier de la Goutte d'Or, et que lui reconnaissent bien volontiers l'ensemble de ses partenaires.

Le chemin parcouru depuis 1992 est en effet assez éloquent. La Salle Saint-Bruno est partie de projets aux contours flous et à l'avenir incertain. L'Observatoire de la Vie Sociale et l'Interservices de Quartier se sont mis en place sans modèle de référence ni légitimité incontestable.

Depuis, les bilans d'activité se sont succédés, démontrant régulièrement le bien fondé de la démarche entreprise.

Il faut rappeler - et c'est l'un des enseignements majeurs que l'on peut tirer aujourd'hui - qu'il s'agit avant tout d'une œuvre collective ; la Salle Saint-Bruno a réussi, au fil des années, à réunir pour agir de plus en plus d'acteurs associatifs, de services publics, d'organismes et de fondations, tout en bénéficiant du concours constant des différentes tutelles.

Peu de structures regroupant un tel nombre de partenaires, venant d'horizons aussi divers, ont réussi à produire autant de projets et d'actions. Peu de structures se sont autant "mises à nu", par un travail d'évaluation permanent, garant de la crédibilité du travail mené.

Forte de ce bilan, la Salle Saint-Bruno est devenue le cadre idéal pour l'épanouissement de projets :

- après une année 98 de consolidation et de développement, l'Interservice-Emploi devrait devenir un nouveau secteur pérenne de la Salle Saint-Bruno, à l'issue de la mission du poste ELI en 1999 ;
- la Salle Saint-Bruno a été finalement choisie en 1998 pour devenir le cadre juridique de deux projets en cours d'élaboration, celui de l'espace Multimédia, ainsi que celui relatif à la toxicomanie.

Le travail de redéfinition n'est pour autant pas achevé. A l'heure où la Salle Saint-Bruno a toutes les chances de se voir confier officiellement une mission de Maîtrise d'Œuvre Urbaine et Sociale de DSU, il s'agira de procéder, en 1999, à une réorganisation des missions et du mode de fonctionnement de l'association, dans le cadre de la préparation de la prochaine convention (2000-2006).

Locaux-Accueil-Médiation

Coordination : Mohamed Djalo

Jamais la Salle Saint-Bruno n'aura été aussi fréquentée qu'en 1998. Cette bonne nouvelle qui n'est pas seulement à mettre à l'actif de la nouvelle salle de la rue Polonceau est l'élément le plus significatif de l'année pour le secteur "mise à disposition de locaux".

Le secteur "accueil-médiation" a vu quant à lui sa fréquentation baisser. Cette diminution doit fournir l'occasion de réfléchir à la vocation d'accueil de la Salle Saint-Bruno et des moyens à lui donner.

I. la gestion des locaux

A. la mise à disposition des locaux

| | année 1997 | | 98 (hors Polonceau) | | Total année 1998 | |
|---|------------|--------------|---------------------|--------------|------------------|--------------|
| | mise dispo | Participants | mise dispo | Participants | mise dispo | Participants |
| <i>Pour le quartier :</i> | | | | | | |
| Habitants | 16 | 1930 | 30 | 4800 | 40 | 5750 |
| Associations membres ou proches | 233 | 4814 | 204 | 3735 | 378 | 6465 |
| Copropriétés | 25 | 630 | 18 | 300 | 18 | 300 |
| Réunions ISQ/OVS/DSU | 71 | 1065 | 100 | 2850 | 101 | 2860 |
| Autres associations locales | 93 | 1817 | 84 | 1146 | 84 | 1146 |
| Fête de la Goutte d'Or (sur 10 jours) | | 700 | | 900 | | 950 |
| Total Quartier | 438 | 10956 | 436 | 13731 | 621 | 17471 |
| <i>Hors du quartier :</i> | | | | | | |
| Copropriétés | 1 | 50 | 0 | 0 | 1 | 30 |
| Institutionnels | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Associations sociales ou socioculturelles | 20 | 1246 | 29 | 594 | 29 | 594 |
| Total locations extérieures | 21 | 1296 | 29 | 594 | 30 | 624 |
| Total Général | 459 | 12254 | 465 | 14325 | 651 | 18095 |

Ces résultats pour 1998 appellent plusieurs commentaires généraux :

- Toutes salles confondues, la fréquentation de la Salle Saint-Bruno est en hausse de près de 50% (6000 personnes en plus).
- la fréquentation des salles de la rue St-Bruno, hors annexe Polonceau, est également en hausse en 1998. 2000 personnes en plus y sont passées pour des mises à disposition de locaux.
- Cette augmentation est exclusivement due à l'accroissement des mises à disposition pour les fêtes d'habitants et des réunions de travail des associations et des différents secteurs de l'association.

Toutes les autres catégories sont en effet en baisse.

- La première année (partielle) d'utilisation de l'annexe Polonceau a été satisfaisante. Elle a en effet profité largement aux associations membres, mais aussi aux habitants du quartier. Le prix du loyer est ainsi couvert (mais pas le ménage). Il conviendra d'affiner ce bilan à l'issue d'une année pleine de fonctionnement.

- Avant l'ouverture de l'annexe Polonceau, la crainte était de "déshabiller Paul pour habiller Pierre". Cette crainte s'est révélée largement infondée concernant les mises à disposition pour les habitants. Pour les associations membres, on constate toutefois que si le volume global d'utilisation a augmenté sensiblement, l'utilisation des salles de la rue Saint-Bruno est en légère baisse.

On peut également apporter quelques éléments plus fins d'analyse :

- l'accroissement des mises à disposition pour les habitants s'explique en partie par le fait que les fêtes s'arrêtent désormais autour de minuit rue St-Bruno (contre 23h les années précédentes). La salle redevient donc attractive. Comme prévu, l'annexe de la rue Polonceau s'est révélée très attractive dans la mesure où les fêtes peuvent durer jusqu'à 2 ou 3h du matin. Aucune plainte n'a été enregistrée.
- les chiffres de la fréquentation des associations membres sont gonflés par le fait qu'ADOS a utilisé de manière intensive l'annexe Polonceau pendant le temps où ses nouveaux locaux étaient en travaux.
- la baisse de la fréquentation des associations locales (membres ou non) s'explique par l'utilisation moindre des salles par EGO (nouveau local plus grand), URACA, "Théâtre N2", Médiation et Goutte d'Or-Carré d'Art.

B. la vie des locaux

Quelques éléments méritent d'être soulignés :

- l'annexe de la rue Polonceau est louée par la Salle Saint-Bruno depuis le 1er avril 1998
- l'espace-cuisine a été refait début 1998, avec l'appui de la section locale d'architecture. Malheureusement, la faiblesse du budget qui y était consacré n'a pas permis d'obtenir un résultat qualitativement satisfaisant. Cet espace subit une usure très rapide.
- Le mur de la grande salle de l'annexe Polonceau a été repeint grâce à l'apport des volontaires de l'associations Unis-cité

Perspectives : pour que l'augmentation des mises à disposition soit pérenne, il est impératif de prévoir un certain nombre de travaux et d'investissements à court et moyen terme.

- A la Salle Saint-Bruno :

- il faudra renouveler rapidement les tables et les chaises de la grande salle qui arrivent en bout de course ;
- le problème de la ventilation et de la circulation d'air - récurrent depuis plusieurs années - est toujours d'actualité. Des études sont actuellement menées.
- l'installation électrique gagnerait à être revue - et notamment le nombre de lumières - ce qui permettrait de faire des économies d'énergie.

- A l'annexe Polonceau :

- compte-tenu de la fréquentation du local, le revêtement du sol est à revoir
- la réserve devra être ré-aménagée pour permettre la création de boxes privés pour les associations membres qui utilisent en permanence ce local.

L'ensemble de ces travaux feront l'objet d'une demande de budget d'investissement, présentée à la Préfecture de Paris

2. Accueil-Médiation

| intitulé | 1997 | 1998 |
|--|------|------|
| orientation logement | 80 | 30 |
| orientation juridique et démarches administratives* | 250 | 5 |
| orientation pour les questions de formation ou d'alphabétisation | 45 | 30 |
| aides aux démarches administratives (formulaire administratifs) | 140 | 130 |
| suivi personnalisé | 7 | 5 |

A. Accueil

En 1997, 195 personnes ainsi que 5 familles ont été reçues dans le cadre des activités d'accueil et de médiation (orientation logement, orientation alphabétisation, aide aux démarches administratives et médiation -suivi personnalisé-).

Comme on peut le constater à la lecture du tableau, ce chiffre est en baisse importante par rapport à 1997. On remarque depuis l'ouverture de la Salle en 1992 des variations très importantes d'une année sur l'autre, qui correspondent souvent à des phénomènes exogènes (une nouvelle procédure, une circulaire...). On peut ainsi avancer quelques éléments pour expliquer cette baisse :

- la diminution considérable des orientations juridiques est bien sûr à rapprocher de la fin de la procédure de régularisation des sans-papiers, procédure qui avait provoqué un afflux de passages à l'accueil en 1997 ;
- la baisse - moins importante - des autres formes d'orientation signifie probablement que le public qui fréquente la Salle Saint-Bruno - et qui est le plus souvent un public fidélisé, venant depuis longtemps - commence à se repérer dans les différentes démarches et gagne en autonomie. C'est encourageant pour ce public, même si cela pose à l'évidence la question des moyens qu'il convient de se donner pour toucher de nouveaux habitants.

B. Médiation (suivi personnalisé).

Distinctes du simple accueil ou de l'orientation, les activités de médiation consistent en un véritable suivi de certaines personnes ou familles issues des communautés africaines, afin que ces dernières règlent ou dépassent des problèmes personnels, des conflits dont l'origine est souvent liée à la situation de migration. Cette activité de conseil, d'orientation familiale peut se faire en partenariat avec certaines structures d'accueil du quartier.

Il est particulièrement délicat de quantifier cette mission ; une même personne peut revenir 10, 20 fois voire plus et, surtout, il n'existe pas de frontière claire entre une simple conversation et un travail de médiation. Toute la valeur du travail entrepris réside justement dans son caractère informel absolu (lieu non institutionnalisé explicitement, sans horaire, pas de réelle position "soigné-soignant").

C. Formation aux pratiques culturelles

Participation à l'animation de la formation aux pratiques culturelles organisée par l'Interservices de Quartier. Témoignage en s'appuyant sur des situations et des cas concrets.

Observatoire de la Vie Sociale

Coordination : Pierre-Marie Lasbleis

Le bilan des activités de l'Observatoire pour l'année 1998 est contrasté :

- d'une part, l'Observatoire a confirmé son rôle d'aide à la réflexion et à l'action, en menant notamment jusqu'à son terme le travail collectif de diagnostic sur les jeunes de 10 à 15 ans ;
- d'autre part, le développement du projet Multimédia - qui ne relève pas pour le moment des activités de l'Observatoire - et ses conséquences sur la disponibilité de son coordinateur - a rendu difficile le développement de nouvelles études et actions.

La concrétisation du projet Multimédia et la redéfinition de la mission de la Salle Saint-Bruno permettront à l'Observatoire de clarifier son rôle et ses missions, et de développer de nouveaux axes de travail.

I : Prévenir, analyser, évaluer

A. Le Tableau de Bord de la Vie Sociale

- Le Tableau de Bord de la Vie Sociale à la Goutte d'Or, recueil statistique sur le quartier, est un outil de connaissance, d'anticipation et d'évaluation des réalités sociales du quartier, qui comprend une trentaine d'indicateurs recueillis auprès de 12 institutions ou services publics.

- En 1998, le travail sur le Tableau de Bord s'est concentré sur deux aspects :

- la sortie de la troisième édition en mai 1998, marquée comme l'année précédente par la large diffusion d'un "4 pages" de vulgarisation et l'organisation d'une réunion des acteurs sociaux du quartier autour de la question "comment ça va, la Goutte d'Or ?" Une trentaine de personnes ont pu échanger à cette occasion sur la perception qu'ils avaient de l'évolution du quartier.

- la préparation d'une "troisième édition bis", permettant de rétablir une distorsion chronologique apparue au fil des publications. On trouvait dans le même volume des données de l'année "n" et de l'année "n+1". Cette troisième édition bis, qui ne comporte que des chiffres relevés entre septembre et décembre 1997, devait initialement sortir en novembre 1998. Malheureusement, la difficulté d'obtenir les chiffres du Centre des Impôts a repoussé la sortie au mois de février 1999.

Perspectives : Le travail de consolidation du Tableau de Bord - signature de conventions avec les organismes fournissant des chiffres, ouverture à de nouveaux partenaires (ASSEDIC, police, établissement scolaires...) - devra se poursuivre dans les années à venir en même temps que le travail de diffusion et d'explication.

Par ailleurs, il semble important dans le cadre de la signature d'un nouveau Contrat de Ville, de se doter d'un outil de suivi de l'action sociale. Ce "Tableau de Bord des actions" - qui ne se présentera pas nécessairement sous la forme de statistiques - pourrait, avec une méthode et des objectifs définis par tous, tenter de dresser chaque année un bilan des actions entreprises sur des thèmes jugés prioritaires, et de leur adéquation avec les objectifs fixés. Il ne faut cependant pas se cacher que l'objectif est ambitieux - et pas forcément consensuel. Pour autant, les partenaires travaillant à la Goutte d'Or semblent aujourd'hui prêts à cette démarche.

partenaires : DASES, Préfecture de Paris, APUR, association URACA (groupe de travail) ; ANPE, CAF, Caisse des Écoles, Centre des impôts, DASCO, DASES-SSP, EDF-GDF Services, Mairie du XVIIIème, OLAP, OPAC de Paris, Pacte de Paris

B. Un diagnostic : les jeunes de moins de 15 ans

- Alertées par plusieurs incidents au printemps 1997, six associations de quartier ont souhaité prendre le temps de poser un véritable diagnostic sur la situation des moins de 15 ans à la Goutte d'Or. L'Observatoire de la Vie Sociale a coordonné ce groupe de réflexion à partir de septembre 1997. Il s'agissait de recueillir des faits et des témoignages afin de mieux comprendre ce qui était en jeu et surtout d'initier une véritable dynamique de quartier.

- Le 1er trimestre 1998 a vu la phase la plus active du recueil des données, grâce à la participation des volontaires de l'association Unis-Cité. Pendant deux semaines, un groupe de sept jeunes, guidés et suivis par le Coordinateur de l'Observatoire, ont passé environ 200 questionnaires auprès d'adultes et de jeunes du quartier. Ces questionnaires ont complété les entretiens faits par les associations participant à l'enquête. Après une phase de saisie et de traitement des données, les résultats de l'enquête ont été présentés lors d'une réunion publique en juin, qui a réuni une quarantaine de personnes, dont plusieurs parents et habitants du quartier.

A l'automne, le groupe s'est réuni deux fois pour savoir ce qu'il convenait de faire à partir de ces résultats. La perspective d'une enquête participative sur le rôle des parents, avec un groupe d'étudiants en DEFA, a été écartée.

Evaluation et perspectives : Ce travail collectif de diagnostic s'est révélé particulièrement intéressant, dans la mesure où les associations qui le sollicitaient en étaient complètement partie prenante. C'est avec ce type d'interventions (diagnostic puis évaluation) que l'Observatoire trouve le mieux son utilité et sa complémentarité avec les autres intervenants locaux.

L'étude a cependant aussi rencontré des limites :

- d'abord parce qu'en définitive, aucune action concrète collective n'a pour le moment débouché du travail de diagnostic ; on peut cependant espérer qu'il porte ses fruits à moyen terme.

- cela pose en conséquence le problème du suivi. Le Coordinateur de l'Observatoire a vu en effet sa mission s'arrêter quand le travail de diagnostic a pris fin. Un groupe peut-il aussi facilement changer de coordinateur, alors qu'il a pris des habitudes de fonctionnement pendant un an ? La dynamique ne risque-t-elle pas de tomber ?

partenaires : ADCLJC, ADOS, APSGO, EGDO, EGO, LAGO, Unis-Cités

C. Une évaluation : l'environnement du Local d'échange de seringues d'Espoir Goutte d'Or.

- Soucieux de mesurer régulièrement les conséquences de l'activité de STEP, le local d'échange de seringues, sur son voisinage, EGO a fait appel à l'Observatoire pour mener une étude d'impact du local. Il s'agit, une à deux fois par an de sonder les difficultés rencontrées par les riverains et de les replacer, pour les comprendre, dans le contexte plus large du quartier.

- EGO s'est peu à peu doté d'outils d'analyse et de prise en compte de l'environnement du local. Le groupe "première ligne" intervient désormais très régulièrement dans l'entourage de STEP et a développé une connaissance très approfondie du voisinage. L'intervention de l'Observatoire est donc moins importante que dans les premiers temps. Une synthèse continue toutefois à être préparée deux fois par an (en juin 1998 et janvier 1999), avant la réunion du comité de pilotage du Local. Aucun de ces deux travaux n'a fait pour le moment l'objet d'une publication, mais leur intérêt demeure, notamment en raison de la position extérieure de l'Observatoire.

partenaire : EGO

2 : Rassembler de la connaissance

A. l'Espace Documentaire, un centre de ressources de quartier

- L'Espace Documentaire possède un fonds de près de 200 documents sur la Goutte d'Or, ainsi qu'une documentation générale, créée en 1997 et axée principalement sur la politique de la Ville.

Il est proposé aux usagers de la documentation un véritable accompagnement à la recherche documentaire.

- En 1998, l'Espace Documentaire a compté 107 passages et accueilli 92 personnes, essentiellement des étudiants, chercheurs ou stagiaires, mais aussi des journalistes (6), des représentants d'associations (8), des professionnels (4) et des habitants (2). Cela représente à peu près autant de passages qu'en 1997, mais près d'une vingtaine de personnes en plus. On peut considérer qu'en moyenne, l'Espace Documentaire accueille du public un jour sur 2.

Peu à peu, le fonds documentaire s'enrichit du travail des étudiants qui l'ont fréquenté. C'est pour l'Espace Documentaire particulièrement intéressant d'autant que certains mémoires intégrés en 1998 sont de très bonne qualité.

Perspectives : Incontestablement, les perspectives pour les années à venir concernent les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication.

- D'abord parce qu'Internet est une source précieuse d'informations. Des rapports et textes officiels pourront par exemple être téléchargés et inclus dans le fond documentaire.

- D'autre part, la réalisation d'un site Internet sur la Goutte d'Or proposant à tous les chercheurs ou étudiants du monde qui s'y intéressent, une partie du fonds documentaire sur la Goutte d'Or, s'impose comme un chantier évident pour les mois et années à venir. Compte tenu du travail que cela représente (saisie, scanning des documents), cette tâche ne pourra revenir entièrement au Coordinateur. Il pourra être fait appel à des stagiaires.

B. les revues de presse

- Remplissant sa fonction de lieu de mémoire, l'Observatoire réalise depuis sa création des revues de presse, sur la Goutte d'Or comme sur des thèmes plus généraux. Depuis 1997, une revue de presse mensuelle sur des thèmes d'actualité s'est mise en place. Elle est proposée depuis la rentrée 1998 aux partenaires locaux. Cinq associations en bénéficient.

Ce travail est accompli grâce aux appels du protocole Ville, ce qui pose le problème de sa pérennisation après la disparition du Service National.

C. la préparation des journées d'études de la Goutte d'Or

- En décembre 1998, les associations de la Goutte d'Or se sont réunies pour faire le bilan de 7 années de Développement Social Urbain. Ces journées d'étude ont fait l'objet d'un travail important de préparation. L'Observatoire a participé à la plupart des groupes thématiques pour apporter les éléments d'évaluation qu'il a à sa disposition. Il a par ailleurs édité des fiches informatives destinées à tous les participants de ces journées.

3 : Former, transmettre ; présenter, représenter le quartier

A. les journées de présentation du quartier

- Comme les années précédentes, il a semblé utile de proposer aux travailleurs sociaux arrivant sur le quartier, une journée de formation-présentation. Ces journées alternant exposés, rencontres de structures et visites, permettent à ces nouveaux arrivants de se familiariser aux lieux, enjeux et partenaires du quartier.

- Deux journées complètes ont été proposées à l'automne 1998. Elles ont rassemblé 37 personnes, venant de 14 structures (7 associations, 7 structures publiques).

Par ailleurs, plusieurs demi-journées plus ciblées ont été proposées en 1998 :

- pour les bénévoles des associations d'accompagnement scolaire (en janvier et décembre 98)
- pour les enseignants de l'école Richomme (en avril)
- pour les nouveaux enseignants de la ZEP (en novembre)

Les journées de présentation du quartier ont vocation à s'intégrer dans un module de formation plus large visant à l'accueil des professionnels arrivant sur le quartier.

B. accueil de délégations, de chercheurs, de journalistes, de travailleurs sociaux...

- En tant que centre de ressources, l'Observatoire remplit une fonction d' "ambassadeur" de la Goutte d'Or en recevant des délégations étrangères, des groupes d'étudiants ou des journalistes.

- En 1998, l'Observatoire a reçu une délégation canadienne, un groupe de travailleurs sociaux européens, un groupe d'Allemands, le réseau national des chefs de projets, un groupe d'étudiants en IUT de carrières sociales. Enfin, il est intervenu devant un groupe d'étudiants en 1ère année d'assistant de service social à l'Ecole Normale Sociale.

4 : Favoriser la communication, l'échange

A. Salle Saint-Bruno Infos

- "Salle Saint-Bruno infos" est un périodique qui paraît tous les 2 ou 3 mois depuis septembre 1996. Sa réalisation est un travail d'équipe, mais le Coordinateur de l'Observatoire assure la coordination, rédactionnelle

- Diffusés gratuitement auprès de 300 personnes, 4 numéros de Salle Saint-Bruno infos ont été publiés en 1998 (janvier, mars-avril, juin, octobre).

Perspectives : il est très difficile de mesurer l'impact de cette lettre, au delà des remarques de quelques-uns. Il est envisageable de profiter de l'enquête auprès des partenaires lancée en 1999 pour tester son audience et la manière dont elle est reçue.

B. les fiches thématiques d'accueil et d'orientation

- Ces fiches sont conçues pour faciliter l'orientation du public de quartier fréquentant la Salle Saint-Bruno vers les structures adéquates. Elles sont disponibles à l'accueil. Elles ont été réactualisées en décembre 1998.

Interservices de Quartier

Coordination : Moncef Labidi

L'Interservices de Quartier de la Goutte d'Or constitue, aux yeux de l'ensemble des acteurs locaux (associations et services publics), un lieu de coordination et d'animation du partenariat dans le quartier. Dans le cadre de ses missions, l'ISQ mène des actions de communication et de formation, anime des instances de coordination et des groupes de travail thématiques, participe à des instances de concertation.

I. Actions de communication et de formation

A. Réalisation de guides :

Guide des services publics

Recueil des données, conception, actualisation, mise en page, en étroite collaboration avec l'Observatoire de la Vie Sociale.

300 exemplaires de la quatrième édition ont été distribués gracieusement à l'ensemble des partenaires en janvier 1998. La 5ème édition était en préparation fin 1998

Guide "Écoles, collèges et périscolaire à la Goutte d'Or

Réalisation - en lien avec la ZEP et les associations - de la deuxième édition de ce guide qui se veut une passerelle entre les écoles et les associations intervenant en matière d'aide aux devoirs et de soutien scolaire.

B. Déjeuners-débats :

en étroite collaboration avec l'Observatoire de la Vie Sociale, deux thèmes ont été proposés

- **Mais où sont donc passés les hommes ?** (autour du rapport d'A. Bruel "Un avenir pour la paternité ? Jalons pour une politique de la paternité").

- **Immigration : un débat apaisé ?** (autour P. Weil et de son double rapport sur la législation française en matière de séjour et de nationalité)

Chaque déjeuner-débat a réuni entre 30 et 40 participants.

C. Les formations

• Les pratiques interculturelles

Organisation de 8 journées de formation à l'automne 1998 autour des thèmes suivants :

Approche des cultures africaines et maghrébines dans la migration ; Violence des jeunes, ; Hommes immigrés : (re)conquête d'un statut ; Islam et conduites sociales ; Vieillesse des immigrés ; Immigration-intégration.

68 personnes ont suivi une ou plusieurs formations (114 participations).

À noter que pour la première fois, la Préfecture de Police a signé une convention avec la Salle Saint-Bruno pour la formation de 5 agents de police chargés de l'ilôtage.

- **Accueillir un public en difficulté : maîtriser la relation et gérer le stress**

Session de formation organisée en collaboration avec INES (Institut International d'Expertise Sociale).

Objectif : faire acquérir aux participants les savoir-faire et savoir-être qui permettent de réussir l'accueil.

10 personnes ont participé à la formation (assistants du travail social, agents de police, permanents associatifs...) au printemps 1998.

- **La législation sur le séjour des étrangers**

En partenariat avec les services de la formation et le 9ème Bureau de la Préfecture de Police, présentation de la nouvelle loi (dite loi Chevènement) relative au séjour et au travail des étrangers.

Perspectives :

- *Guide des Services Publics intervenant à la Goutte d'Or : actualisation et enrichissement (intégration de nouveaux partenaires, de nouvelles fiches repères, notamment sur la politique de la Ville à Paris et les équipes DSU...). Mise en ligne (en Intranet) du guide.*

- *Guide périscolaire : soutien technique à sa réalisation (Zone d'Éducation Prioritaire et coordination périscolaire).*

- *Développement de l'offre de formation et soutien aux projets de service notamment liés à la formation (connaissance du public migrant, accueil...)*

Recensement et réponses aux nouveaux besoins liés à l'évolution des pratiques professionnelles identifiés auprès des acteurs locaux.

Constitution d'une base de données informant sur les offres de formation disponibles dans le quartier (programme de formation des associations Espoir Goutte d'Or, URACA...).

- *Déjeuners-débats : une formule qui rencontre du succès. Proposition de nouveaux thèmes qui seront retenus en fonction des opportunités qui se présenteraient.*

2. Instances de coordination :

A. la coordination logement

Référents : CAF et Paris-Goutte d'Or

Partenaires associés : CAF, DASES, ainsi que les associations Paris-Goutte d'Or, Accueil Goutte d'Or, Habiter au Quotidien et l'Anneau d'Or.

Instance de coordination au sein de laquelle tous les intervenants concernés se rencontrent chaque trimestre pour échanger des informations sur le suivi de familles relogées, les difficultés qu'elles rencontrent au quotidien, le suivi des dossiers (Fonds Solidarité Logement, POPS...), la prévention de l'endettement (loyer, énergie...).

L'OPAC est régulièrement représenté dans la coordination.

B. La coordination des actions femmes

Référents : Droits des Femmes et Fonds d'Action Sociale

Partenaires associés : CAF, DASES, GRETA Paramédical, IRTS Paris, les associations : Médiation, Accueil Goutte d'Or, ASFI, ASSFAM, Pôle d'Orientation 75

Instance de coordination des actions en matière d'alphabétisation qui se réunit régulièrement pour améliorer la cohérence du parcours proposé aux femmes de la Goutte d'Or et son adéquation avec les débouchés professionnels.

La coordination est à l'origine de la publication annuelle d'un catalogue des formations en alphabétisation. Ce catalogue édité pour la quatrième année, a été diffusé auprès de plusieurs structures accueillant les habitants (130 exemplaires).

Perspectives :

- *Coordination logement : organiser le rapprochement avec les gardiens de l'OPAC, interpellé sur le "tout-électrique".*

- *Coordination femmes : rapprochement avec les partenaires de l'insertion professionnelle (ANPE) et des projets de création d'activités économiques (restauration).*

3. Groupes de travail :

A. Accès aux droits, maintien dans les droits

Partenaires associés : CAF, DASES, CAS Ville de Paris, CPAM, CRAM, CNAV, ANPE, ASSEDIC de Paris, la Poste, CMP La Chapelle, Hôpital Lariboisière, SSAE, ASSFAM, Accueil Goutte d'Or Solidarité Saint-Bernard, CATRED.

Fonctionnement en réseau pour traiter les situations générées par les dysfonctionnements et s'informer en direct sur les changements dans les procédures et les dispositifs. Retombées positives : dossiers des allocataires traités plus rapidement, situations d'urgences mieux gérées.

Les limites : innovations développées à la marge, le réseau des partenaires doit toujours être consolidé (l'absence ou le départ d'un référent).

En réfléchissant sur les moyens à mettre en œuvre pour faire accéder les usagers à leurs droits fondamentaux, les partenaires ont privilégié la notion du "droit" plutôt que celle de lutte contre la précarité. Il s'agira désormais de travailler à l'accès et surtout le maintien de droits.

3 thèmes ont été définis comme étant prioritaires :

- la santé (soins et prothèses dentaires, soins ophtalmologiques et lunettes...)
- le dispositif du RMI
- les aides au transport.

Des commissions ont été mises en place réunissant des techniciens venus de différents organismes et administrations. L'objectif est de "rapprocher" de leurs droits ceux qui en semblent éloignés (dysfonctionnement, mauvaise information...).

B. Migrants âgés issus de l'immigration

Partenaires associés : CNAV, CPAM, CRAM, FAS, DASS de Paris, DASES, CAS de la ville de Paris, Hôpital Lariboisière, Hôpital Fernand Widal et les associations CATRED, Accueil Goutte d'Or, URACA

Les vieux migrants en retraite ou en pré-retraite rencontrent des difficultés dans la vie quotidienne (isolement, santé, fragilité psychologique, accès aux droits...). Leurs difficultés s'accroissent quand le retour au pays d'origine s'avère impossible voire mythique (le programme des formations a fait une large place à ce sujet).

Au regard des premiers besoins exprimés par les migrants âgés (des vieux du quartier ont été réunis à deux reprises afin de faire le tour de leurs difficultés), le groupe de travail a privilégié un fonctionnement en réseau (identification de tous les partenaires concernés par la question, leurs missions, leurs interventions spécifiques...) et la réalisation d'une brochure d'information sur les prestations légales. Cette brochure qui a pour vocation de regrouper des informations techniques fiables est appelée à servir de base de données commune pour sensibiliser les bénéficiaires sur les risques d'interruption ou de suspension (séjour au pays, non retour des pièces dans les délais...) et prévenir les situations financières difficiles qui résulteraient du non versement de telle ou telle prestation.

Les autorisations ont été obtenues auprès des différentes administrations (CNAV, CPAM, CRAM...) et les premiers éléments d'information réunis.

En l'absence d'un véritable porteur de projet sur le quartier, l'idée d'un lieu spécifique qui pourrait proposer un accueil de jour (écoute, loisirs, aide aux démarches, orientation, accompagnement, aide à la décision...) a été mise en veilleuse.

Perspectives :

- *Accès aux droits : aider à la conception et à la réalisation de fiches techniques à l'attention des organismes, services publics et associations pour l'orientation des personnes et des familles.*

Constitution de réseaux de partenaires.

- *Personnes âgées issues de l'immigration :*

Conception et réalisation d'une brochure technique d'information sur les prestations spécifiques aux personnes âgées.

4. Instances de concertation

L'ISQ est associé à de nombreuses instances de concertation. Cela tient à la place particulière qu'il occupe dans l'animation et la coordination du partenariat dans le quartier.

Parmi ces instances, on peut citer :

- Pôle santé Goutte d'Or
- Conseil de la Zone d'Éducation Prioritaire
- Plate-forme gérontologique du 18ème arrondissement
- Conseil Postal du 18ème arrondissement

La participation à ces différentes instances permet la remontée des problématiques locales et l'interpellation sur les dysfonctionnements.

5. Autres actions

A. Rencontres musicales à la Goutte d'Or

En partenariat avec l'association Enfance et Musique, organisation de rencontres musicales dans les lieux de vie de la petite enfance dans le quartier. De février à juin, les équipes de professionnels ont été accompagnées par les animateurs-musiciens d'Enfance et Musique afin de créer, à travers la musique, la sonorité, le chant les conditions de la transmission entre parents et enfants. C'est ainsi que l'action a débouché sur la collecte et l'enregistrement d'un répertoire qui brasse les diversités culturelles du quartier. Une k7 a été offerte à chaque famille et aux enseignants en maternelle. L'objectif visé est double : valoriser la "mémoire" familiale et accompagner les tout-petits lors des premières étapes de la scolarisation.

B. Susciter des projets de service

- Mairie du 18ème : après la rencontre avec le Secrétaire Général et un premier recensement des besoins exprimés par les chefs de service et les encadrants, une observation sur le site (notamment les Affaires Générales et l'État Civil), un scénario de formation a été présenté à l'ensemble de l'équipe pour constituer un projet de service. Ce scénario s'articule autour de la présentation de la Goutte d'Or, d'une approche interculturelle des communautés issues de l'immigration et les techniques d'accueil. Le scénario voudrait apporter une réponse pour aider les accueillants à savoir faire face aux situations critiques (agressivité, violence, passage à l'acte...).

- Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse :

Les techniciens chargés de recevoir des personnes âgées immigrées ont souhaité bénéficier d'une formation qui leur permettrait d'acquérir les savoir-faire et les savoir-être nécessaires pour mieux accueillir les vieux migrants lors de l'ouverture de droit à la retraite ou le bénéfice des aides sociales.

Interservices Emploi

Coordination : Stéphanie Brial-Cottineau

L'année 1998 a été une année de concrétisation et de montée en puissance pour l'action emploi de la Salle Saint-Bruno :

- concrétisation pour deux projets collectifs qui étaient en passe de voir le jour fin 1998 ;
- montée en puissance pour l'accueil et le soutien de projets individuels.

Plus largement, le Développeur Emploi s'impose comme un référent indispensable dans le quartier de la Goutte d'Or pour toutes les questions d'emploi.

I. Conduite de projets collectifs

Ces projets collectifs sont issus des pistes de créations d'activités dégagées par le cabinet Bernard Brunhes Consultants, lors de l'étude réalisée en 1996.

Suite au changement de directoire l'intervention "approche solidaire" de la CNP a été gelée...

Dans le cadre d'une action intitulée "approche solidaire", la Caisse Nationale de Prévoyance s'inscrivait dans une démarche partenariale avec la Salle Saint-Bruno sur le montage de projets d'activités économiques. Ce partenariat s'est concrétisé par la collaboration de cadres ayant des compétences diversifiées (finances, juridique, marketing, organisation, communication...) qui ont apporté un soutien technique à différents projets (restaurant culturel, service aux personnes hospitalisées, salle polyvalente). Malheureusement, le changement de directoire de la CNP a remis en cause cette action. Le partenariat s'est donc interrompu courant 1998.

A. "Clair et Net", entreprise d'insertion

Le domaine d'activité de cette entreprise est le nettoyage, l'entretien et la petite maintenance. Créée fin 1997, elle doit recruter pour les postes d'insertion des bénéficiaires du RMI et/ou des habitants de la Goutte d'Or en grande difficulté d'insertion .

Apport du Développeur Emploi :

- aide pour le recrutement de la directrice en septembre 1998.
- veille sur les opportunités de marchés nouveaux et de débouchés professionnels pour les personnes en insertion

B. Services aux personnes hospitalisées ne nécessitant plus de soins médicaux afin de faciliter leur retour au domicile

- Rappel : Retour au domicile de patients à l'issue d'une hospitalisation : le projet est d'offrir aux personnes qui quittent l'hôpital une palette de services non-médicaux afin de faciliter leur retour au domicile.

Apport du Développeur Emploi :

- Le Développeur de l'Emploi assure la mise en oeuvre des études nécessaires pour viabiliser ce projet. Parallèlement, il travaille sur les types de services, sur les profils de personnes adaptés aux besoins, et sur la structure qui prendra en charge cette activité. Il s'agit aussi de définir les moyens et les modalités de solvabilisation des services destinés notamment à un public démuné :
- En 1998, une rencontre avec la direction du Groupe hospitalier Lariboisière a eu lieu pour réaliser une

dernière étude de recensement des besoins, menée cette fois auprès de patients ne faisant pas appel au service social.

- conception de l'étude et suivi de sa réalisation par un groupe d'étudiants de l'école du service social de la CRAMIF.
- coordination des différents partenaires pour définir la structure adaptée (cadre juridique) et les profils de postes requis pour répondre aux besoins.

Perspectives :

- soutien à Eurêka Services, association intermédiaire, pour répondre aux besoins (recherche de locaux plus vastes, financements pour le développement de l'activité...) ; la mise en place de ce dispositif verra le jour en 1999
- approfondissement avec les organismes financeurs concernés par la question de solvabilisation des services pour réaliser un forfait de prise en charge pour les publics les plus démunis .

C. Restaurant à thème

Un restaurant à thème permettant d'articuler les arts de la table de différentes cultures autour d'événements littéraires, artistiques et musicaux africains, maghrébins et d'ailleurs, est en cours de montage. Il associe une option traiteur (proposer aux restaurants de collectivité à la fois des plats "exotiques" et une animation -musique, décoration, personnes habillées en tenues traditionnelles ...).

Le projet de restaurant culturel devrait voir le jour en 1999, créant 8 postes d'insertion et trois postes d'encadrement (dont au moins deux demandeurs d'emploi).

Apport du Développeur Emploi :

- coordination du groupe de personnes qui portent ce projet (professionnels de la restauration, associations du quartier, bénévoles...) qui a débouché sur la création d'une association "Relais Goutte d'Or Paris" le 1er avril 1998.
- un local commercial est pressenti pour la future implantation du restaurant thématique à la Goutte d'Or. Il s'agit d'un local de l'OPAC, situé au 28, rue de la Goutte d'Or. Un dossier technique doit leur être proposé, avant la signature du bail.
- promouvoir le projet auprès de financeurs potentiels (montage, étude de marché...).

Perspectives :

- passer le relais aux différents membres de l'association pour la mise en oeuvre du projet
- coordonner une cellule d'appui pour accompagner l'insertion par l'économique,
- suivre la recherche de financements

D. Salle polyvalente pour fêtes et événements

- Salle polyvalente : les espaces polyvalents manquent cruellement sur Paris pour l'organisation de fêtes notamment en nocturne. Les besoins reposent sur la nécessité de trouver un local vaste, où les contraintes d'environnement sont réduites (nuisance sonore, respect du voisinage...). L'emplacement de ce local doit être proche voire dans Paris, et à proximité de transports en commun (métro, train, bus...)

Un premier contact avec des représentants de la SNCF a eu lieu afin de réaliser une présentation du projet et d'engager les démarches pour rechercher des locaux dans le patrimoine immobilier (petite ceinture, halls marchandises ...).

Ce projet prend en compte la notion d'insertion par l'économique. Les travaux de réhabilitation pourraient faire l'objet de chantiers-écoles. La gestion, l'entretien du local feraient appel à du personnel spécifique. Des personnes qui sont à la recherche d'emploi sur le quartier de la Goutte d'Or pourront, à l'issue de

formations adaptées, être affectées à ces postes. Des services complémentaires peuvent être envisagés : décoration, animation musicale, activité traiteur...

Apport du Développeur Emploi :

- implication de la CNP dans la conduite de ce projet. La suspension de la collaboration avec la CNP a porté un coup rude au projet. A l'automne 98, une stagiaire en formation GAEU (gestion et aménagement des espaces urbains), Madame Nezha Tachez, a consacré plusieurs semaines - sans succès - à la recherche de locaux.
- réalisation d'une plaquette de présentation du projet destinée essentiellement aux bailleurs privés ou publics dans le cadre de la recherche d'un local.

Perspective : recensement des différentes administrations, entreprises publiques et privées ayant un patrimoine immobilier sur Paris.

2. Accueil de porteurs de projets individuels

L'accueil aux porteurs de projets individuels s'est développé en 1998, en lien avec les structures susceptibles de leur apporter une aide.

A. des projets suivis dès 1997

Trois projet accueillis en 1997 ont été suivis en 1998 (dont 2 créations débouchant sur 4 emplois)

- un traiteur
- une styliste fabriquant également des objets de décoration
- un souffleur de verre (en cours de montage)

B. Les projets accueillis en 1998

(voir page suivante)

C. La question des locaux

La question des locaux s'est révélée bien souvent un frein dans la mise en œuvre des projets soutenus. On constate en effet une pénurie de locaux à louer (à des tarifs abordables) dans le quartier. Le risque est que les porteurs de projets se découragent ou aillent installer leur activité sous d'autres ciels plus accessibles.

Le Développeur Emploi a donc défendu en 1998 l'idée de créer un "pôle artisanal", regroupant plusieurs projets dans un même lieu. Des contacts féconds avaient été noués en ce sens avec des responsables de l'OPAC pour une installation rue des Gardes.

Le projet de "village de la mode" réquisitionnant presque tous les locaux commerciaux de cette rue, cette perspective a été abandonnée.

Fin 1998, s'est développée l'idée d'installer ces créateurs - avec d'autres projets - dans un immeuble de 2000 m², propriété de la Mairie de Paris, au 8 bis, rue Polonceau.

Perspective : ce projet devra être concrétisé en 1999. Il n'en reste pas moins que la question des locaux restera au cœur des préoccupations. De nouveaux locaux devront être trouvés, faute de quoi la dynamique de création d'activités se trouvera gravement affectée. La Mairie de Paris et les bailleurs sociaux auront à ses saisir de ce problème.

Une vingtaine de projets ont été accueillis dont 13 suivis. Cet accompagnement s'est soldé par cinq créations d'entreprises. Neuf de ces projets sont toujours suivis en 1999. On peut constater leur grande variété :

| activité | porteur | nature de l'aide | résultat | nombre d'emplois créés/en cours |
|--|----------------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------------------|
| plate-forme de services aux créateurs d'entreprise | D.E. * hors quartier | accueil | création | 2 |
| atelier de création vestimentaire/nettoyage spécialisé | D.E. hors quartier | accueil | création | 1 |
| Entreprise d'insertion dans le secteur du nettoyage | D.E. hors quartier | accueil | création | 5 |
| Ebéniste | D.E. quartier | suivi | création | 1 |
| Vente de bijoux | RMI quartier | suivi | installation | 1 |
| sandwicherie | D.E. quartier | accueil | abandon (reprise emploi) | |
| épicerie sociale | stagiaire hors quartier | accueil | abandon | |
| reprographie | retraité hors quartier | accueil | abandon | |
| Café musical | commerçant quartier | accueil | sans nouvelle | |
| | formateur alpha | accueil | sans nouvelle | |
| projet carnaval | professionnel hors quartier | accueil/orientation | montage en cours | |
| studio d'enregistrement pour jeunes | 2 jeunes quartier | accueil/orientation | montage en cours | |
| Commerce anglais/salon de thé | D.E. quartier | accueil/suivi | en attente | |
| cabinet conseil/conception logiciel mécanique | D.E. quartier | suivi | abandon (formation+emploi) | 1 |
| Lieu Multimédia pour le quartier | associations quartier | conseils | installation 1999 | 3 |
| Création lumineaire | D.E. hors quartier | suivi | installation 1999 | 1 |
| Création d'une Capoeirathèque | professionnelle quartier | suivi | installation 1999 | 3 |
| Créatrices prêt-à-porter féminin | D.E. quartier/D.E. hors quartier | suivi | installation 1999 | 2 |
| Centre de formation - placement dans métiers de la couture | Centre de formation | suivi | installation 1999 | 30 |
| Entreprise d'insertion - vêtements enfants et décoration | jeunes hors quartier | suivi | installation 1999 | 6 |
| TOTAL EMPLOIS CRÉÉS OU À CRÉER | | | | 56 |

* D.E. : demandeur d'emploi

• Par ailleurs, plusieurs personnes ont été reçues pour une "orientation-emploi". Cela a débouché sur l'embauche de 3 personnes (1 emploi-jeunes et 2 CDI) et sur le recrutement de 10 jeunes en "jobs d'été".

• Une vingtaine de coup de pouce ponctuels ont été donnés à des associations du quartier (lien administration, financements, recherche de locaux...).

III. Construction et consolidation du réseau

A. participation à des groupes de travail

"Maison de l'emploi", participation à la création d'une instance de réflexion sur les difficultés rencontrées pour répondre aux créateurs d'entreprises et les besoins d'informations sur certains thèmes (réunissant les acteurs locaux dans le suivi et l'aide aux créateurs d'entreprise : ANPE, ADIE, Boutique de Gestion, Services 18...)

"Groupement ELI", regroupement des Postes ELI intervenant dans le cadre de l'insertion par l'économie depuis septembre 1998, afin d'échanger sur nos pratiques professionnelles, sur des réseaux ou pistes d'emplois, s'interroger sur le devenir du dispositif ELI sur Paris (une rencontre tous les mois).

"Quartier Cités", groupe de travail à la Préfecture de Paris sur la question des Emplois Jeunes (présence à une dizaine de rencontres)

"Inter-MOUS", tentative d'élaboration d'un Guide des Financements pour le montage de projets sur les quartiers Politique de la Ville

B. des interventions

École Service Social CRAMIF : dans le cadre du partenariat pour le recensement des besoins à l'hôpital Lariboisière, réalisation de 2 interventions sur la pratique professionnelle et l'insertion par l'économie.

IFAMIF, Institut de Formation en Architecture et Aménagement de l'espace pour la région Ile de France : une intervention.

Délégation : Réception d'une délégation bruxelloise en juin 1998.

projet Multimédia

Coordination : Pierre-Marie Lasbleis

Depuis 1997, plusieurs associations du quartier, coordonnées par la Salle Saint-Bruno, réfléchissent à la manière d'intégrer les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) à la vie du quartier.

Elles sont en effet conscientes :

- que la participation rapide de publics en difficulté à cette révolution technologique est absolument nécessaire pour qu'ils ne soient pas victimes d'une exclusion supplémentaire ;
- que les NTIC constituent une opportunité formidable pour tous les acteurs locaux, associations, commerçants, PME, services publics. Elles leur offrent une possibilité de mieux travailler ensemble, d'être plus efficaces, et d'être plus visibles.

En 1998, le projet a pris de l'ampleur et mobilisé plus largement le Coordinateur de l'Observatoire. Le groupe de travail s'est réuni en moyenne entre une et deux fois par mois (sauf entre juin et octobre).

A. Les 4 associations partenaires

Le groupe - aux contours encore un peu imprécis en 1997 - s'est stabilisé en 1998 autour de 4 associations, qui seront donc les porteuses du projet.

Outre la Salle Saint-Bruno, ces associations sont ADOS, l'APSGO et LAGO.

Ces associations sont représentées par une personne référente, qui est toujours la même.

L'association Steppes a joué, depuis les premières réunions du groupe, un rôle de conseil et d'aide à la formalisation du projet. Elle intègre également les associations de la Goutte d'Or au programme européen Leonardo (voir plus bas). Etant financée par la Préfecture pour cette mission, son aide a été gratuite. Fin 1998, les subventions se sont arrêtées. Les 4 associations partenaires n'ont pas souhaité inscrire la participation de Steppes dans le budget prévisionnel du projet. Steppes n'intervient donc plus en 1999 qu'à travers le programme européen.

B. La formation des permanents associatifs

Il est vite apparu aux membres du groupe qu'il était difficile de concevoir un projet Multimédia pour le quartier sans être formé à l'utilisation des NTIC (et notamment le courrier électronique et Internet).

Une formation de deux jours a ainsi été montée avec l'organisme de formation AFIDE. Elle a réuni en décembre 1998 10 personnes, venant de 8 associations (ADOS, AIDDA, APSGO, La Chapelle, EGO, LAGO, Salle Saint-Bruno et URACA).

C. La définition d'un projet de quartier

Le travail du groupe a permis d'affiner peu à peu les contours du projet, qui vise essentiellement à ouvrir un espace Multimédia à la Goutte d'Or.

L'espace multimédia de la Goutte d'Or sera un lieu du quartier d'environ 70m², équipé d'une dizaine d'ordinateurs (plus les imprimantes et scanners) et disposant de logiciels, de CD-Roms, et de l'accès à Internet.

Cet espace sera géré par un Développeur Multimédia et recevra les publics suivants :

- enfants et jeunes usagers des associations organisant des activités de loisirs et d'accompagnement scolaire
- jeunes et publics en insertion, usagers des associations du quartier
- habitants du quartier, en libre accès
- permanents et bénévoles des associations

- acteurs économiques locaux : commerçants, artisans, créateurs.

Son activité sera organisée autour de plusieurs grands axes :

- un espace d'apprentissage, de découverte et d'échange

L'espace multimédia constituera pour les associations du quartier un prolongement de leurs activités d'accompagnement scolaire et de loisirs.

Par ailleurs, les habitants du quartier auront peu à peu la possibilité d'accéder à Internet en libre accès sur certaines plages horaires.

- un lieu d'aide à l'insertion professionnelle

Cette mission d'aide à l'insertion prendra plusieurs formes :

- possibilité pour les jeunes du quartier d'utiliser individuellement sur rendez-vous les applications de bureautique afin de réaliser leur CV.

- consultation, en libre accès ou en ateliers collectifs organisés par une association, de sites proposant des offres d'emploi ou de formation et création de pages personnelles (CV).

- lien avec les entreprises et les organismes de formation de l'arrondissement en vue de créer une bourse locale aux emplois et aux stages de formation.

- un lieu de promotion pour les habitants, associations et acteurs économiques

A partir de séances de formation, l'espace Multimédia offrira la possibilité aux habitants, associations et acteurs économiques de créer leur site :

- c'est l'occasion pour les habitants de diffuser plus largement un travail créatif (musique, vidéo, peinture, journal).

- c'est la possibilité pour les associations d'être mieux connues et reconnues dans leur environnement immédiat ou plus largement.

- c'est surtout un outil de développement local qui permettra à tous les acteurs économiques locaux (et notamment les créateurs présents dans l'environnement immédiat de l'espace) de se faire connaître bien au delà des frontières du quartier.

- un outil pour travailler en réseau

Le Développeur Multimédia aura pour mission de :

- impulser la mise en place d'outils permettant une circulation plus rapide des informations entre partenaires (réseau de type Intranet), et dans ce cadre, favoriser l'équipement des associations et services intervenant à la Goutte d'Or

- assurer une veille technologique permettant de faire connaître rapidement les possibilités de simplification des démarches administratives générées par Internet

- profiter des possibilités offertes par les NTIC pour inclure dans le réseau des partenaires des acteurs traditionnellement plus lointains (entreprises de l'arrondissement).

Perspectives : ce projet devra naturellement être affiné en 1999, et surtout mis en œuvre progressivement à partir de l'ouverture du local que l'on peut espérer à l'automne 1999. Ce travail d'affinement sera la première mission du Développeur Multimédia.

D. La Salle Saint-Bruno, porteuse juridique du projet

- La discussion sur le portage juridique du projet a duré une bonne partie de l'année. C'est finalement la Salle Saint-Bruno qui portera juridiquement le projet et emploiera le Développeur Multimédia, les autres hypothèses ayant été écartées progressivement (création d'une association, portage par une des 3 autres structures, GIE).

- Les trois autres associations seront cependant fortement responsabilisées, puisqu'elles signeront une convention de partenariat avec la Salle Saint-Bruno et que le projet Multimédia sera piloté par un groupe

de suivi ad-hoc.

La solution retenue n'est pas figée. Rien n'interdit de penser qu'une nouvelle association pourra être créée à terme pour porter le projet.

E. Eléments de mise en œuvre du projet

• La localisation

A la fin de l'année 1998, a pris corps l'idée d'implanter le projet Multimédia au 8 bis, rue Polonceau, immeuble appartenant à la Mairie de Paris, aux côtés de plusieurs autres projets dans le domaine de la création et de l'insertion (voir aussi le rapport d'activités de l'Interservices-Emploi).

Perspectives : cette piste devra être concrétisée en 1999. Une localisation intermédiaire, avant l'ouverture du 8 bis, rue Polonceau est peut-être à envisager si l'on veut que ce projet puisse démarrer dans les meilleurs délais

• Le financement

Fin 1998, une estimation du budget prévisionnel du projet Multimédia prévoyait des dépenses d'investissement (pour 1999 et 2000) d'environ 140 000 Francs, et de fonctionnement en année pleine de 360 000 Francs.

Perspectives : la première partie de l'année 1999 devra naturellement être consacrée à la recherche de financements, en sollicitant au maximum les fondations et les partenaires privés. Le poste du Développeur Multimédia devrait être en partie financé par la participation de l'Etat et d'EDF-GDF (dispositif emploi-jeunes). La RATP semble vouloir s'engager fortement sur ce projet

• Le programme Léonardo

Le projet porté par l'association Steppes, et financé dans le cadre du programme européen Léonardo, vise à promouvoir en Europe les applications sociales des NTIC. Il entend notamment encourager - grâce à une base de données informatique et interactive - le développement d'expériences à l'étranger pour des personnes ayant un bas niveau de qualification. L'association Steppes a proposé aux associations de la Goutte d'Or d'être un terrain d'expérimentation dans le cadre de ce projet. Cette perspective permettra à l'Espace Multimédia de recevoir des fonds européens.

L'année 1998 a été une année de conception, d'écriture du projet et de mise en place du partenariat européen (Irlande et Italie).

La Salle Saint-Bruno a été informée mais n'a pas participé directement à la mise en place du projet.

Les premières expérimentations devraient avoir lieu fin 1999 ou début 2000.

F. Perspectives : les implications du projet pour les activités de l'association

Le projet Multimédia n'est pas seulement un projet de création d'Espace Multimédia. Il entend aussi susciter une modification des pratiques professionnelles dans le quartier en encourageant l'utilisation des Nouvelles technologies.

En ce sens, le multimédia concerne tous les secteurs de la Salle Saint-Bruno. Il s'agira dans les années à venir d'imaginer, pour chaque activité, comment Internet, Intranet et le courrier électronique peuvent représenter un gain de temps, une amélioration de la communication et de l'information entre partenaires, une source documentaire, une simplification des procédures et un accroissement de la visibilité de chacun.

Le Multimédia n'est donc pas seulement un nouveau secteur de l'association. C'est aussi et surtout un nouvel outil, de nouvelles ressources que devront peu à peu s'approprier tous les permanents de l'association.

Vie d'équipe

La Salle Saint-Bruno, comme à l'accoutumée, a accueilli des appelés du service ville

- Marc Favreau est arrivé en janvier 1998, il a fini son temps fin octobre 1998. Il a secondé avec efficacité le développeur de l'emploi et participé activement à la Goutte d'Or en Fête, notamment pour le catering.
- Sébastien Cosset est arrivé en octobre. Il finira son service en juillet 99.
- Jérôme Aubrun est arrivé en novembre. Il accomplit un mi-temps à l'association Paris Goutte d'Or. Il finira son service en août 99.
- A l'automne 98, une stagiaire en formation GAEU (gestion et aménagement des espaces urbains), Madame Nezha Tachez, a consacré plusieurs semaines à la recherche de locaux pour le projet de salle polyvalente, sous l'autorité du Développeur de l'emploi.

Dès leur arrivée, ces personnes se sont facilement intégrées à l'équipe des permanents et se sont impliqués dans les différentes tâches qui leur étaient confiées. Qu'elles soient remerciées pour leur collaboration.

La Salle Saint-Bruno reçoit

- Délégation canadienne représentant le Ministère des Relations avec les Citoyens et de l'Immigration
- Groupe de travailleurs sociaux européens
- Groupe de travailleurs sociaux allemands
- Le réseau national des chefs de projet (politique de la Ville)
- Stagiaires de l'École Normale Sociale
- Des représentants de la Préfecture de Région

La Goutte d'Or en Fête

Tous les permanents de la Salle Saint-Bruno, comme il est de coutume, se sont fortement mobilisés pour préparer l'édition 98 de la Goutte d'Or en Fête. Pierre-Marie Lasbleis et Karim Belaïboud, appelé du service national Ville, ont représenté la Salle Saint-Bruno au sein de la cellule d'organisation de la fête.

Tableau de bord de la vie sociale à la Goutte d'Or
Guide des services publics intervenant à la Goutte d'Or
Écoles, collèges et périscolaire à la Goutte d'Or

Mairie de Paris - Préfecture de Paris

Tableau de bord de la vie sociale à la Goutte d'Or

troisième année : année 1996-97



l'Obse

ZEP
GOUTTE D'OR

Collège G. Clémenceau
43, rue des Poissonniers
75018 Paris
Tél : 01 46 06 09 12
Fax : 01 42 52 82 83



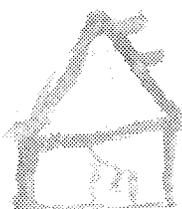
Salle Saint-Bruno
9, rue Saint-Bruno
75018 Paris
Tél : 01 53 09 99 22
Fax : 01 42 52 22 01

par l'Interservices de Quartier
vatoire de la Vie Sociale

est subventionnée par la Mairie de Paris, la Préfecture de
et Consignation et le Fonds d'Action Sociale.

Écoles, collèges et périscolaire à la Goutte d'Or

seconde édition 1998 - 1999



Les associations APSGO et EGDO ont participé
à l'actualisation et à la réalisation de ce guide.